

LE TEMPS

Vaud Jeudi 23 avril 2009

Lobbyparents.ch renonce à lancer son initiative en faveur du «chèque scolaire»

Par Laurent Caspary

Questions à Susanne Bergius, présidente de l'association Lobbyparents.ch, section Vaud

Son lancement avait été annoncé pour l'automne dernier déjà. Puis pour le début de cette année. Finalement, l'initiative populaire dite pour «le choix de l'école pour tous» ne verra pas le jour dans le canton de Vaud. Du moins pas à court terme.

Le canton de Vaud aurait été la première étape romande d'un combat que l'association Lobbyparents.ch mène dans plusieurs cantons alémaniques. Mais les partisans du chèque scolaire ont visiblement tiré les conséquences du récent échec populaire subi à Bâle-Campagne et du manque général de soutien politique dans le canton de Vaud. Le projet d'initiative se transforme en simple pétition, dont le lancement est annoncé «tout prochainement». Voilà qui éclaircit un peu l'horizon d'Anne-Catherine Lyon, la cheffe du Département de la formation et de la jeunesse. La magistrate socialiste s'est clairement déclarée opposée à toute idée de chèque scolaire, au nom d'une certaine idée de l'école républicaine et de la cohésion sociale.

Questions à Susanne Bergius, présidente de la section vaudoise de Lobbyparents.ch

Le Temps: pourquoi renoncer à lancer une initiative cantonale?

Susanne Bergius: Nous n'y renonçons pas définitivement, mais privilégions la pétition. Actuellement, avec la refonte de la loi scolaire en cours, le moment est particulièrement propice pour faire entendre le besoin de parents d'un véritable libre choix de l'école sans barrières bureaucratiques et financières. Pour nous, le choix entre les établissements de l'école publique n'existe pas: l'enclassement se fait selon le lieu de domicile. Le choix d'autres écoles est très limité car il dépend du pouvoir financier d'une famille.

– Le résultat obtenu à Bâle-Campagne d'une initiative similaire, qui a été largement refusée, a-t-il pesé dans votre décision?

– Nous avons analysé ce résultat et tiré quelques conséquences. Mais la décision de lancer une pétition dans le canton de Vaud est déterminée par la situation locale. Si nous lançons tout de suite une initiative, ce serait dans l'idée que de toute façon notre revendication ne serait pas considérée dans l'actuelle révision de loi. Ce ne serait pas le bon moment puisqu'elle se trouverait, lors de la votation populaire, face à la forte concurrence de la nouvelle loi scolaire ainsi que de plusieurs initiatives autour de l'école (Ecole 2010, horaire continu), ce qui risque de créer une certaine confusion.

– Dans quel cas pourriez-vous finalement lancer l'initiative populaire demandant le libre choix de l'école?

– Si nos demandes ne trouvent pas écho dans la nouvelle loi, nous lancerons l'initiative populaire.

– Quel poids peut avoir une pétition auprès des autorités cantonales, lorsqu'on sait que la cheffe du Département de la formation, Anne-Catherine Lyon, est par principe farouchement opposée à votre idée de choix de l'école pour tous?

– Lancer une pétition maintenant laisse une chance aux autorités de considérer les besoins des citoyens sans y être contraintes. L'initiative viendrait ensuite, s'il n'y a pas eu de suite à la pétition. Pendant tout ce temps, l'idée du libre choix de l'école continuera à faire son chemin. Ce sujet ne pourra plus être balayé, il reviendra sur la table. Aussi, Lobbyparents.ch continue son travail dans les différents cantons. L'initiative en faveur du libre choix pour tous vient d'aboutir en Thurgovie. A Soleure, la récolte de signatures est en cours. A Bâle-Ville et à Zurich, nous sommes sur le point de lancer l'initiative. Et à Bâle-Campagne, nous recommençons les préparatifs pour une nouvelle initiative!

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA